



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Avenir-des-regimes-de-retraite-Plus-de-2500-pompiers-policiers-employes>

Avenir des régimes de retraite

- Plus de 2500 pompiers, policiers, employés municipaux et de sociétés de transport manifestent devant le siège social de l'UMQ

Date de mise en ligne : jeudi 24 avril 2014

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 24 avril 2014 - Ce midi, plus de 2500 travailleurs, majoritairement du secteur municipal, ont manifesté devant le siège social de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) à Montréal. Ces pompiers, policiers, employés cols blancs, cols bleus et de sociétés de transport sont membres de la Coalition syndicale pour la libre négociation. Ils ont ainsi réclamé que les problèmes des régimes de retraite se règlent par la négociation et les compromis, sans recours à une loi qui imposerait un carcan. La manifestation s'est déroulée dans l'ordre et la bonne humeur, au lendemain de l'entrée en fonction du nouveau Conseil des ministres.

« Nous convions les maires des villes et des municipalités qui auraient des régimes de retraite en difficulté à venir négocier des ententes gagnants-gagnants. Qu'ils ne se croisent pas les bras dans l'attente d'une loi-carcan qui empêcherait les compromis et les solutions imaginatives. Nous invitons également le nouveau gouvernement du Québec à ne pas briser la dynamique de la libre négociation par une loi imposant un moule unique. Nous l'avons prouvé, les négociations portent fruit et sont la seule voie rassembleuse et constructive », selon Marc Ranger, porte-parole de la coalition.

Lancée le 20 mars dernier sous le thème « La négociation, pas la confrontation ! », la coalition regroupe au total plus de 50 000 membres. Son but est d'intervenir en tant que partie incontournable dans le débat sur l'avenir des régimes de retraite. Le 15 avril dernier au Palais des congrès de Montréal, plus de 1000 délégués des différentes organisations syndicales se sont réunis. Ils ont adopté à l'unanimité une résolution d'opposition à une éventuelle loi bulldozer imposant des résultats « mur à mur » et bloquant la libre négociation. Ils ont aussi entériné un plan d'action comprenant des manifestations nationales et régionales au cours des prochains mois.

La Coalition syndicale pour la libre négociation réplique aux attaques inconsidérées de certains élus et s'oppose à tout projet de loi qui compromettrait le droit fondamental à la libre négociation.

La Coalition est composée du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-Québec) et de son Conseil provincial du secteur municipal de même que de son Secteur du transport terrestre, de la Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, de la Fraternité des policiers et policières de Montréal, de l'Association des pompiers de Montréal, du Regroupement des associations de pompiers du Québec ainsi que du Syndicat des pompiers et pompières du Québec - FTQ.